

Deuxième Partie :

PLAN D'ACTION NATIONAL DE MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE NATIONALE GENRE₁

1. Validé par un Atelier ministériel tenu à Kinshasa du 5 au 6 octobre 2010

INTRODUCTION

La Politique Nationale Genre, adoptée en Juillet 2009, est axée autour de quatre piliers majeurs-égalité et équité au sein de la famille ; égalité participative dans l'économie du ménage et du marché ; égalité en droit et en fait ; impact « **Genre** » dans toute intervention des acteurs multiples. Elle se base sur le document du gouvernement de 2004 identifiant l'intégration du genre dans les politiques, programmes et projets de développement comme facteur essentiel vers une réduction de la pauvreté en RDC. De plus, elle intègre les stratégies sectorielles et plans d'action intervenues depuis, et est guidée par le fait que l'implication des hommes et des jeunes garçons est incontournable si l'égalité entre femmes et hommes, jeunes filles et garçons devient réalité en droit et en fait. Elle est fondée sur la nécessité de changer des comportements et des mentalités ainsi que des traditions culturelles avilissantes pour que l'égalité en droit et en jouissance et l'égalité d'accès aux opportunités pour la femme et la jeune fille soient durables et bien ancrées dans la vie publique et privée et dans les moeurs nationales.

La Politique Nationale Genre est ainsi la feuille de route pour le Gouvernement, la société civile, le pouvoir judiciaire, le secteur privé, les professionnels de l'information et de la communication, les artistes, les universités et centres de recherche ainsi que les partenaires et bailleurs de fonds. Le Plan d'Action National de sa mise en œuvre se veut un guide pratique pour les différents acteurs au niveau national, provincial et local. Il facilitera une plus grande harmonisation de leurs interventions en genre, une efficacité accrue d'action et résultat dans un cadre prescrit et, finalement, la réduction de la pauvreté dans le respect des droits des femmes et des jeunes filles ainsi que des hommes et des garçons.

Le Plan d'Action National de la mise en œuvre de la PNG s'inspire des plans d'action sectoriels qui le précèdent et fusionne les activités qui leur sont communes pour mettre en exergue leur connectivité et améliorer leur impact. Il n'est pas exhaustif mais trace les grandes lignes d'action. Il contient des activités à court, moyen et long terme. Il indique les actions visant la prévention des violences et la pénalisation des violations, la protection et l'intégration sociale et économique des victimes, le changement des comportements et des mentalités ; met en exergue les actions améliorant le bien-être de la famille, s'adresse aux hommes et aux garçons, pro-

pose des outils simples, un suivi régulier et une vérification ponctuelle par les bénéficiaires, pairs observateurs ou experts ; l'adoption, la révision et l'application des lois et règles administratives selon le genre, la ratification et l'application des textes légaux internationaux et régionaux. Il contient des actions visant l'établissement d'un système réglementé de protection de soins et de réintégration des victimes des violences et enfants égarés; il indique les mesures pour que la femme puisse participer pleinement dans la vie économique ; et souligne l'importance de la participation décisionnelle de la femme dans la vie publique et privée commençant au sein de la famille. Le Plan s'adresse au gouvernement national, provincial et local, les bailleurs de fonds, les partenaires, les organisations de la société civile, les professionnels de la communication y compris les communicateurs traditionnels et religieux, les radios communautaires ; et encourage l'exploration des méthodes nouvelles, l'inclusion plus systématique des centres universitaires d'études, et la recherche des partenaires nouveaux et forts comme le secteur privé.

Ce Plan s'inscrit dans une perspective de court, moyen et long terme (d'un an jusqu'à 10 ans). L'expérience montre que dans la majorité des cas les acteurs sont inclinés d'implémenter plutôt des actions à court et à moyen terme mettant les actions à long terme de côté. Pourtant, ces actions sont souvent essentielles pour assurer la durabilité des actions à court terme. Ainsi, les violences multiples basées sur le genre ne seront diminuées durablement et la participation pleine et entière de la femme acquise à tous les niveaux et dans chaque secteur de la vie économique, sociale, politique et culturelle que si les mentalités traditionnelles et les comportements avilissants les femmes et jeunes filles ne changent point.

La budgétisation du Plan d'Action National est indicative pour chacune des quatre axes et est basée sur des actions étalées d'un an jusqu'à 10 ans. Elle s'inspire entre autres de la budgétisation du Programme National pour la Promotion de la Femme Congolaise (2005-2015), du plan d'action de la stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre (2009), de la morbidité et mortalité maternelle et infantile, de la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, et la Feuille de Route du Ministère de Genre, de la Famille et de l'Enfant, 2010/2011. Les actions prévues dans le présent document ne s'ajoutent pas nécessairement à celles déjà indiquées dans les plans sectoriels, ou dans les programmes et projets des partenaires et bailleurs de fond. Leur

mise en œuvre demande plutôt un recentrage pour mieux atteindre l'intégration réelle du genre dans tous les programmes et projets de développement assurant aux femmes, en pleine collaboration avec les hommes, aux jeunes filles ensemble avec les garçons, en respect de la dignité et valeur de l'autre, leur participation égale et équitable dans tous les secteurs de la vie du pays.

Le Plan d'Action est partie intégrante de la Politique Nationale Genre. Ensemble ils constituent un cadre d'orientation et d'action en genre qui n'est pas un document immuable mais vivant et s'adaptera aux contextes changeants - dans les domaines économique, social, politique ou culturel. Les structures décentralisées et la base joueront un rôle décisif dans la mise en œuvre de ce document phare du gouvernement. Ainsi, chaque province sera invitée à établir son propre plan d'action tenant compte des circonstances et spécificités locales. Le Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant coordonnera ces plans provinciaux pour assurer l'unité d'action sur le plan national et provincial.

Promotion équitable de la situation et de la position sociale de la femme

AXE I :

autant que de l'homme au sein de la famille et dans la communauté

| Objectifs | Résultats | Actions |
|---|--|--|
| 1. Promouvoir un environnement socioculturel favorable à l'équité envers les femmes et à l'égalité effective en droits, chances et résultats entre femmes et hommes | Environnement socio-culturel amélioré en faveur de l'équité et de l'égalité de genre | <p>1.1. Recherches et études des traditions culturelles, spécificités, et difficultés selon région en vue d'alimenter la mobilisation sociale.</p> <p>1.2. Mobilisation sociale (CCC) y compris le changement des comportements et mentalités à travers des campagnes de sensibilisation et plaidoyer au niveau national, provincial et local?</p> <p>1.3. Création systématique des groupes « pairs observateurs » pour une vérification ponctuelle de l'impact de la mobilisation</p> <p>1.4. Vulgarisation, et plaidoyer au niveau national, provincial et local vers les décideurs pour une application effective, des lois internes, normes internationales et régionales qui sont favorables au genre auprès des groupes cibles?</p> <p>1.5. Identification des associations familiales</p> <p>1.6. Création d'un réseau d'associations familiales</p> <p>1.7. Appui à la concertation entre le réseau des associations familiales et les ONG impliquées dans la promotion du genre pour faciliter une approche consolidée auprès de la famille.</p> |

2. Les campagnes de sensibilisation et le plaidoyer seront ciblés vers les autorités coutumières et religieuses, les associations des jeunes, les membres des clubs de sport, les artistes, les médias y compris les radios communautaires pour une plus grande implication des garçons et des hommes dans la gestion du foyer, et le partage égal des droits et des responsabilités entre homme et femme dans la communauté.
3. Y sont compris la constitution, le code de la famille (révisé), la loi sur la protection de l'enfant, la CEDEF et la CDE. (Voir aussi AXE III)

| Indicateurs | Période | Responsable | Budget US\$ |
|---|---------|--|-------------|
| Nombre et qualité des recherches réalisées | MT - LT | Centres de recherche universitaires, INGOS | 15 Mio |
| Nombre de campagnes de CCC organisées | MT-LT | OSC locales et internationales ; media ; associations coutumières, religieuses ; Ministère de Genre, Famille et Enfant (MGFE) et ces structures provinciales ainsi que les Ministères sectoriels pertinents. | |
| Nombre et catégories de personnes/institutions engagées ou touchées par la mobilisation sociale | | | |
| Nombre de groupes créés et nombre des vérifications à l'égard d'un programme spécifique réalisé. | MT-LT | ibid | |
| Nombre de thèmes abordés et groupes choisis pour la vulgarisation et le plaidoyer. | | | |
| Nombre et qualité des décideurs touchés. | | | |
| Répertoire des associations établi | CT | | |
| Nombre de réunions de concertation | CT | | |
| Nombre de contacts entre les associations familiales et les ONG féminines et nombre d'activités entreprises ensemble. | CT | Réseaux ONG - niveau national et local ; Partenaires du système des NU ; MGFE et MUDH | |

| | | |
|--|--|---|
| | | <p>1.8. Formation des conseiller(e)s conjuguux (les) et familiaux (les) recrutés parmi les autorités judiciaires, coutumières, administratives, religieuses et communales pour la prévention, réconciliation ou intervention en cas des conflits conjugaux, abus ou violences contre les femmes et jeunes filles.</p> <p>1.9. Convocation des états généraux de la famille déterminant la spécificité de la famille actuelle au niveau provincial, et harmonisation des informations au niveau national.</p> |
| <p>2. Assurer la prise en compte des besoins exprimés par les filles et les garçons, les femmes et les hommes dans les secteurs de l'éducation et de la formation professionnelle.</p> | <p>Besoins des filles et des garçons, des femmes et des hommes pris en compte dans le secteur de l'éducation et de la formation professionnelle.</p> | <p>2.1. Renforcement des capacités des acteurs et des structures du secteur de l'éducation et de la formation professionnelle en analyse et planification selon l'égalité de genre en chances et résultats pour mieux satisfaire les besoins identifiés par les filles, garçons, femmes et hommes.</p> <p>2.2. Intégration du genre (notamment l'application en fait du droit à l'égalité des sexes, examen préalable de l'effet des actions planifiées à l'égard des femmes, jeunes filles, hommes et garçons) dans toutes les étapes des programmes et projets d'intervention du secteur de l'éducation non formelle et de la formation professionnelle y compris les curricula.</p> <p>2.3. Utilisation du « baromètre » de la SADC et vérification ponctuelle auprès des groupes cibles de la prise en compte de l'intégration réelle du genre.</p> |

4. Ce document fournit des informations sur les progrès accomplis par les pays membres depuis l'adoption en 2008, par les Chefs d'Etat de cette plate-forme sous-régionale, du Protocole Genre et Développement.

| | | | |
|--|-----------|--|------------------------|
| <p>Nombre de conseiller(e)s, qualité et spécification des catégories sociales d'ou ils/elles sont originaires.</p> | MT-LT | OSC ; partenaires | |
| <p>Nombre de focus groupes organisés dans les provinces et leur documentation harmonisée au niveau national</p> | CT | Partenaires ; bailleurs de fonds ; MGFE et MJDH en particulier et structures provinciales ; centres de recherche universitaires, OSC | |
| <p>Nombre de formations organisées, des personnes touchées, et des structures renforcées.</p> | MT-LT | Partenaires, secrétariat SADC ; OSC ; associations professionnelles | 35 Mio (objectifs 2-8) |
| <p>Degrés de satisfaction (1 a 10) des groupes cibles/bénéficiaires (vérifications ponctuelles)</p> | | | |
| <p>Nombre d'actions, projets, programmes, jugés satisfaisants par les bénéficiaires comparés avec ceux jugés insatisfaisants</p> | CT, MT-LT | MGFE ; MCPMU ; MESU ; partenaires, OSC | |
| <p>Nombre d'utilisation du « baromètre » de la SADC et des vérifications ponctuelles (spot checks).</p> | MT-LT | OSC, observateurs - pairs ; experts individuels ; SADC | |

| | | |
|---|---|--|
| 3. Contribuer à la réduction du taux de l'analphabétisme des adultes et du taux de déperdition scolaire tant chez les filles que les garçons | Taux de l'analphabétisme des adultes (hommes et femmes) réduit ainsi que le taux de déperdition scolaire (filles & garçons) | 3.1. Mobilisation sociale en faveur de l'alphabétisation conjointe des hommes et des femmes au niveau communautaire, par les associations religieuses et traditionnelles. 3.2. Renforcement du partenariat entre les autorités de l'éducation, collectivités locales, structures coutumières et religieuses, le secteur privé, organisations de la société civile (OSC) d'une part et les acteurs de la communication et de l'information dont tout particulièrement les radios communautaires d'autre part, en faveur du maintien des filles et des garçons à l'école. |
| 4. Assurer le respect du droit à la santé de la reproduction, à l'éducation et la prise en compte des besoins différents des femmes, des adolescent(e)s et hommes | Respect du droit à la santé et des besoins différents en santé de la reproduction des femmes, des adolescent(e)s et des hommes assurés dans les programmes de santé de la reproduction. | 4.1. Renforcement des capacités des acteurs du secteur santé en analyse et planification selon le genre (voir exemples ci-dessus sous Objectif 2 concernant l'intégration du genre). 4.2. Dissémination d'information ciblée sur les avantages pour la famille et la communauté de respecter le droit à la santé de la reproduction de la femme et des adolescent(e)s ainsi que des hommes, et les besoins exprimés par eux. 4.3. Intégration du genre dans les programmes et projets d'interventions du secteur santé dans toutes les étapes. Avant la prise des décisions examen de leur impact positif ou négatif sur les femmes et jeunes filles et adoption des mesures temporaires spéciales (discrimination positive) envers les femmes et jeunes |

| | | | |
|---|------------|---|--|
| Nombre de campagnes visuelles, écrites ou orales, des personnes touchées et des manifestations conjointes réalisées | CT, MT, LT | OSC ; associations familiales, partenaires ; secteur privé ; Ministères de l'Éducation, du Commerce ; de la Culture et de l'Art | |
| Nombre de programmes des radios communautaires pertinents. | MT-LT | OSC ; leaders religieux, coutumiers (associations) ; entreprises privées ; media | |
| Nombre de personnes formées en analyse et planification et sessions de partage avec leurs collègues. | MT | Partenaires ONU (UNFPA, et autres) ; OSC ; Ministères pertinents nationaux et provinciaux y compris santé et justice et chefs de division genre | |
| Vérification des connaissances par leurs pairs (1 sur 10). | | | |
| Nombre de personnes touchées | | | |
| Nombre de suivis faits par ceux qui ont disséminé l'information pour mesurer l'impact. | MT | Media, groupes des OSC, cliniques, institutions publiques locales | |
| Nombre de vérifications à l'égard de l'intégration effective des mesures impactant positivement les femmes dans chaque étape d'un programme ou projet en plus du processus M&E. | MT | Ministères sectoriels en concertation avec le MGFE ; partenaires ; bailleurs de fonds | |
| Nombre d'utilisations du «baromètre» genre de la SADC | | | |

| | | |
|--|---|---|
| | | filles, si nécessaire, et vérification ponctuelle par groupes intéressés (sentinelle) du progrès/impact réalisé. |
| 5. Contribuer à la maîtrise de la fécondité, à la prévention et dépistage du cancer du sein, de l'utérus et du VIH /SIDA au sein du couple | Qualité de vie en couple et dans la famille améliorée avec une fécondité maîtrisée et une meilleure connaissance de l'état sérologique et cancérologique. | 5.1. Mobilisation (homme à homme, femme à homme, et femme à femme) pour une implication soutenue et systématique des hommes dans la gestion de la santé de la reproduction du couple en tout respect du droit de la femme de disposer de son corps. 5.2. Mobilisation sociale en direction des adolescent(e)s, des femmes et des hommes sur la maternité sans risque y compris sur la planification familiale (PF), IST/ SIDA et les pratiques néfastes traditionnelles pour la santé de la femme et de la petite fille. |
| 6. Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale et infantile | La morbidité et la mortalité maternelle, néonatale et infantile réduites. | 6.1. Organisation des campagnes de sensibilisation sur la santé de la reproduction, la planification familiale, les maladies infantiles à travers des spot TV, émissions radio, banderoles, message SMS, chansons populaires. 6.2. Renforcement des capacités des structures de prise en charge notamment des équipements. 6.3. Divulguation de la disponibilité des services dans les endroits publics et par voie des radios communautaires ou autres moyens de communication locale. |

| | | | |
|---|--------|--|--|
| | | | |
| Nombre de familles recourant au PF et aux dépistages. | MT, LT | OSC, associations pour le bien-être familial ; partenaires ; Associations religieuses et coutumières | |
| Augmentation des naissances bien espacées | | | |
| Nombre de réunions, pamphlets, visites rendues aux familles dans une zone géographique limitée | MT, LT | Institutions scolaires ; centres de santé ; association familiale, club de jeunesse, maison de la femme ; Ministères du Genre, Intérieur, Culture et Art | |
| Nombre de focus groupes organisés (pour identifier les besoins en sensibilisation dans une certaine zone géographique et pour discuter son contenu et l'impact potentiel de la campagne de sensibilisation) | MT, LT | Media, radios communautaires, secteur privé (téléphones portables), artistes, musiciens rap. ; Ministère de la sante et autres | |
| Nombre de structures convenablement équipées | MT | | |
| Nombre de visites considérablement augmenté | MT | Institutions publiques locales ; OSC ; et voir ci-dessus | |
| Le taux de morbidité et de mortalité infantile réduit de 30% et le taux de morbidité et mortalité maternelle. réduit de 25 % | | | |

| | | |
|---|---|--|
| 7. Renforcer et/ou créer des centres d'encadrement multisectoriels des enfants abandonnés, en rupture familiale ou issus du viol. | Réinsertion des enfants dans la société assurée à travers des centres d'encadrement multisectoriel. | 7.1. Etablissement d'un répertoire des institutions qui s'occupent des enfants ou jeunes filles/garçons pour fournir une indication claire du manque de ces structures et la nécessité d'en créer. 7.2. Identification des services fournis aux enfants, et des besoins des institutions. 7.3. Identification des enfants abandonnés et des enfants issus du viol. |
| 8. Formuler des standards minima pour les centres d'encadrement multisectoriels des enfants | Standards minima élaborés et discutés avec tous les partenaires | Elaboration des standards minima en ce qui concerne l'hébergement, l'appui médical, psychologique, juridique, et à l'éducation formelle, informelle, professionnelle, et la réinsertion sociale. |

| | | | |
|---|---------|--|--|
| Nombre de répertoires par province suivi par un répertoire unique au niveau national. | CT | Partenaires (e.g. UNICEF) avec OSC locales et institutions publiques ; Ministères pertinents (Genre, Affaires sociales, Jeunes, Intérieur, etc), OSC | |
| Système de référence en place | CT - MT | | |
| Nombre d'enfants recensés | | | |
| Standards Minima élaborés et testés en projets pilote et ensuite adoptés pour tout le territoire de la RDC. | MT | Ministères pertinents et partenaires, OSC | |

Promotion équitable du potentiel et de la position de la femme et de l'ho

AXE II :

me au sein de l'économie du ménage et dans l'économie du marché

| Objectifs | Résultats | Actions |
|---|--|---|
| 1. Contribuer au partage équitable des tâches au sein de l'économie du ménage entre homme et femme, garçon et jeune fille, réduire le temps et la pénibilité des tâches domestiques de la femme et jeune fille. | Eventail des mesures favorables (y compris l'amélioration des revenus du couple) à la participation des femmes dans l'économie du ménage et à la fréquentation plus soutenue de l'école par les jeunes filles. | Développement des technologies et infrastructures appropriées et accroissement de la disponibilité de l'électricité, l'accès à l'eau potable et l'assainissement environnemental. |
| 2. Faciliter une participation accrue de la femme dans l'économie du marché et une fréquentation de l'école plus régulière de la jeune fille. | La pénibilité des tâches et du temps consacré aux activités domestiques et la déperdition scolaire réduites | Sensibilisation des couples sur le partage équitable des activités du ménage. |
| 3. Accroître les rendements, la productivité et la qualité des produits réalisés par la femme et l'homme dans l'économie du ménage et du marché. | Forte valeur ajoutée pour les produits et activités des femmes et des hommes. Valorisation de travail des femmes visible. | 3.1. Renforcement de la participation décisionnelle de la femme dans la planification et exécution des activités diverses liées à l'économie du ménage et du marché et à l'élaboration des programmes notamment du développement rural, de protection de l'environnement et des infrastructures routières. 3.2. Plaidoyer homme à homme ; femme à femme ; femme à homme ; garçons et jeunes filles au sein des écoles et clubs de jeunesse. 3.3. Renforcement des capacités des femmes et des hommes sur les exigences techniques des secteurs porteurs, les marchés nationaux et sous-régionaux, les normes commerciales, les procédures douanières, et le financement accessible inclus dans les institutions de la micro finance. 3.4. Amélioration de l'accès et maîtrise des Nouvelles Techniques d'Information et Communication (NTCI) par les femmes. |

| Indicateurs | Période | Responsable | Budget US\$ |
|--|------------|---|-------------|
| Nombre de voies et routes de desserte agricole et nombre d'infrastructures réhabilitées. | MT | Entreprises publiques, Ministères pertinents, compris Développement Rural, Environnement, Plan, Agriculture, Genre et bailleurs de fonds, secteur privé | 30 Mio |
| Augmentation du nombre de puits d'eau, points d'électricité, comparée avec leur disponibilité il y a 5 ans. | | | |
| Nombre d'enfants, particulièrement les filles envoyés et maintenues à l'école par les parents a visiblement augmentée | MT | | |
| Nombre grandissant des femmes chefs de famille ou ménage conformes à la loi et aux réalités du terrain, leader dans la communauté, membres exécutifs dans l'industrie. | MT-LT | Associations familiales ; institutions communautaires ; entreprises agricoles et industrielles ; coopératives agricoles ; Ministères de l'environnement ; développement rural | 6 Mio |
| Existence des groupes homme/ homme, femme/femme et femme/homme engagés dans la promotion de la participation décisionnelle de la femme | CT, MT, LT | Clubs sportifs, associations des chefs traditionnels ; Associations des femmes ; clubs de jeunes ; écoles ; clubs de loisir | 30 Mio |
| Nombre de centres de formation professionnelle en catégories de métiers « non-traditionnels » en zone rurale et urbaine | MT, LT | Associations des entreprises ; banques de solidarité ; institutions de micro-finance ; entreprises de logiciels/ IT dans le cadre de leur responsabilité sociale | |
| Voir ci-dessus | | | |

| | | |
|--|---|---|
| 4. Promouvoir le pouvoir économique des femmes dans tous les secteurs productifs | Un environnement économique/financier dans tous les secteurs productifs visiblement plus favorable et ouvert aux femmes | <p>4.1. Elargissement des offres de services financiers aux activités des femmes par les banques à but social et institutions de micro finances.</p> <p>4.2. Renforcement des capacités d'intervention des femmes dans le secteur informel, de la production vivrière, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles.</p> <p>4.3. Aménagement des marchés ruraux et urbains.</p> <p>4.4. Accroissement du nombre des coopératives agricoles, banques de solidarité et institutions de micro-finance pour femmes.</p> <p>4.5. Elargissement des possibilités d'emploi des femmes dans le secteur minier, et les entreprises industrielles</p> <p>4.6. Amélioration de l'accès des femmes à l'entrepreneuriat y compris par la création des guichets uniques et une formation spécialisée.</p> <p>4.7. Sensibilisation ciblée des associations des employeurs du secteur public et privé à l'emploi des femmes dans les secteurs miniers et industriels.</p> |
| 5. Améliorer la visibilité des contributions des femmes à l'économie du ménage et du marché. | Apport des femmes à l'économie (PIB) connu et valorisé | Désagrégation par le sexe dans le processus de collecte et analyse des données, de recherche et d'évaluation économique et reflet des contributions des femmes dans le budget de l'état. |

| | | | |
|---|------------|---|---------------------------|
| Existence des guichets d'information pour femmes dans les banques, chambres de commerce, et marchés publics. | MT | Ministères pertinents; bailleurs des fonds, institutions bancaires ; entreprises publiques et privées ; associations agricoles | 25 Mio (Objectifs 3-4) |
| Nombre de femmes membres et responsables d'une IMF | | | |
| Nombre de femmes inscrites, orientées ou ayant reçues une formation technique pertinente. | CT-MT | | |
| Nombre de marchés ruraux et urbains améliorés et créés | MT,LT | | |
| Nombre de femmes ayant accès à l'épargne et au crédit. | MT,LT | | |
| Données sur l'emploi qui démontrent l'emploi des femmes par catégorie d'occupation/métier dans l'économie du marché | MT, LT | ibid | |
| Ibid | CT, MT, LT | | |
| Nombre d'associations atteints par la campagne | CT, MT, LT | | |
| Voir ci-dessus | MT-LT | Ministères sectoriels pertinents, INS, centres statistiques en province, instituts de recherche ; partenaires, Ministères sectoriels pertinents | |

AXE Promotion de l'exercice équitable des droits et devoirs des femmes et au niveau des sph

| Objectifs | Résultats | Actions |
|--|---|---|
| 1. Contribuer à l'instauration d'un environnement juridique favorable à l'équité et à l'égalité de genre | L'environnement juridique est plus favorable à l'équité et à l'égalité de genre | <p>1.1. Harmonisation de la législation nationale notamment du code de travail et du code de commerce avec les textes internationaux et régionaux ratifiés par la RDC (OHADA, conventions du BIT, conventions en matière des droits humains).</p> <p>1.2. Harmonisation du code de travail avec le code de la famille révisé.</p> <p>1.3. Vulgarisation du code de travail et du code de commerce.</p> <p>1.4. Plaidoyer auprès de la Commission des Réformes, le Conseil des Ministres, les deux chambres du parlement et sensibilisation du public/media sur les effets positifs de l'adoption du Code de la Famille (révisé).</p> <p>1.5. Plaidoyer pour la ratification des protocoles relatifs à l'égalité et parité de genre et la protection des femmes, au niveau régional et international tel que le Protocole additionnel de la CEDEF et le protocole de la SADC sur genre et le développement.</p> <p>1.6. Traduction des instruments juridiques ou des sections pertinentes dans les quatre langues nationales, production et publication en forme adaptée aux besoins des groupes cibles.</p> |

III : des hommes et le renforcement de l'accès et de la position des femmes ères des décisions

| Indicateurs | Période | Responsable | Budget US\$ |
|--|----------|--|------------------------|
| Processus de révision entamé | CT-MT | Ministères pertinents ou commissions parlementaires en collaboration avec le MGFE re attention au « genre » | 30 Mio (objectifs 1-2) |
| Commission constituée et opérationnelle | CT-MT | OSC, MGFE, partenaires, bailleurs des fonds | |
| Nombre de textes distribués et autorisés au niveau national, provincial et local impliqués | MT | Voir ci-dessus ; et media, professionnels d'information au niveau national et local, leader traditionnels, religieux | |
| Nombre de démarches | CT | Partenaires, bailleurs des fonds | |
| Processus de ratification entamé et instruments internationaux et régionaux à fur et à mesure ratifiés | CT,MT,LT | OSC, partenaires, bailleurs des fonds; Observatoire des langues | |
| Nombre des textes ou sections pertinentes traduits, produits et publiés | MT,LT | | |

| | | |
|---|---|---|
| | | <p>1.7. Vulgarisation ciblée des instruments juridiques et autres textes favorables à l'équité et à l'égalité de genre ou des sections pertinentes (voir par exemple à cet égard l'art. 4 de la CEDEF sur les mesures temporaires spéciales en faveur des femmes) et plaider pour qu'ils soient appliqués par les différents acteurs de l'état inclus les autorités judiciaires et les partenaires au développement.</p> <p>1.8. Sensibilisation, mobilisation sociale/CCC des femmes et des hommes « genres » sur les droits de la femme et les bienfaits de leur respect pour la famille et la communauté.</p> |
| 2. Assurer l'application intégrale des droits des femmes conformément à la Constitution et à la CEDEF | Droits des femmes appliqués en conformité avec la Constitution et la CEDEF et autres instruments légaux internationaux et régionaux | <p>2.1. Plaider pour tous les niveaux de l'état pour l'application effective des textes en vigueur (prise de mesures conformément à la loi interne, la CEDEF, au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la CDE et autres textes légaux).</p> <p>2.2. Mise en place d'un système d'information, Education et Communication (IEC) sur le genre à travers la famille, les institutions communautaires/provinciales, nationales, publiques, traditionnelles et privées, et les écoles et institutions de formation professionnelle de tout genre et de tout niveau.</p> <p>2.3. Formation des formateurs au sein des structures gouvernementales, des OSC et associations des jeunes (garçons et filles confondus), particulièrement au niveau local en outils simples⁵.</p> |

5. « Checklists » : points à vérifier avant toute action concernant son impact sur les femmes, hommes, jeunes filles ; « mesures spéciales temporaires » pour arriver à un équilibre des chances entre femmes et hommes.

| | | | |
|---|-----------|--|--|
| Nombre des textes et des plaidoyers notamment le Code de la Famille adopté et promulgué, traduit dans les quatre langues nationales pour que ses dispositions soient connues largement par la population. | MT, LT | | |
| Connaissances des textes vérifiées en focus groupes des ONG locales et des bénéficiaires. | MT, LT | OSC, partenaires, MDJ, MGFE, Education; media, artistes, chefs traditionnels, religieux, associations des familles | |
| Nombre d'hommes « gênés » identifiés à tous les niveaux et dans tous les secteurs de la vie congolaise (spécifiquement politique, media, théâtre, industrie, famille) | CT- MT | MGFE, OSC, partenaires et bailleurs des fonds | |
| Nombre de mesures d'accompagnement et des actes exécutoires des autorités conformes aux, et citant les, textes juridiques respectifs | CT-MT, LT | MGFE et ses structures décentralisées en collaboration avec le MESU, TPI etc ; media, professionnels de la communication, Radio communautaire OSC, partenaires ; | |
| Nombre de démissions et des séances ciblées de sensibilisation sur un sujet spécifique. | | | |
| Nombre de textes et discours qui respectent une terminologie linguistique qui n'exclue pas l'un ou l'autre sexe. | | | |
| Nombre d'observateurs pairs mis en place pour vérifier l'application en pratique des connaissances en genre par les différentes catégories des acteurs | MT | | |

| | | |
|--|--|--|
| | | et en utilisant des exemples de la vie quotidienne ou professionnelle. |
| | 2.4. Renforcement des capacités des acteurs du système judiciaire incluant les juges, procureurs, huissiers, policiers, avocats, parajudiciaires et médiateurs en genre/droits de la femme et droits de l'enfant. | |
| 3. Promouvoir la participation et la représentation des femmes dans la vie publique et privée y compris dans les processus de paix et sécurité (résolution 1325 du Conseil de Sécurité de l'ONU) | Faisant le lien entre genre, sécurité et paix, les cadres et leaders des structures nationales et décentralisées, du pouvoir local, ainsi que des forces de sécurité y compris policiers et militaires sont convaincus de la valeur ajoutée des femmes dans leur profession. | 3.1. Renforcement des capacités des structures nationales et décentralisées, et du pouvoir local en compréhension de l'importance de la participation des femmes a pied égal au processus du maintien de la paix et la reconstruction/le développement, en accord avec les résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU 1325 et/1820. |
| 4. Réduire les violences basées sur le genre. | Capacités de l'appareil judiciaire renforcées, et la répression des violences centrées sur les droits des victimes poursuivie systématiquement | 3.2. Plaidoyer auprès des divers décideurs étatiques pour une participation effective et représentation accrue des femmes aux processus de paix et sécurité. |
| 5. Lutter contre toutes formes d'impunité en matière de violences basées sur le genre | ibid | ibid |

6. En particulier en matière d'assistance juridique, par les acteurs judiciaires, para juristes, assistants sociaux et psychologues. Si nécessaire, formation sur le « tas ».

| | | | |
|---|-----------|---|------------------------|
| Nombre de cours de formations | CT, MT | MJDH ; MGFE ; partenaires et bailleurs des fonds (échanges avec l'étranger) | |
| Vérifications des connaissances par juristes/observateurs | | | |
| 30 pour cent des femmes participant au niveau décisionnel dans toutes les instances de la vie publique et privée y compris les négociations de paix, les règlements pacifiques des conflits, et processus de réconciliation inclus de la justice alternative. | CT-MT, LT | Présidence, Parlement, ministères sectoriels, partenaires; OSC | 20 Mio |
| Nombre de femmes considérablement augmenté dans l'appareil judiciaire (magistrats, avocats, huissiers judiciaires, et autres) | MT, LT | MGFE et ministères sectoriels; organisations régionales | |
| Voir aussi la participation des femmes, mentionnée ci-dessus | MT | MJDH, barreaux ; partenaires | 15 Mio (objectifs 4-5) |
| Nombre des suivis/accompagnements (spot check) des acteurs précités par des observateurs désignés pour assurer l'application en pratique du cadre législatif. | | | |
| Nombre de cas identifiés, déferés devant la justice et jugés. | CT, MT | | |

| | | |
|---|---|---|
| 6. Mettre en place un système de protection et de prévention lié aux violences basées sur le genre, violences sexuelles et toute autre forme de violences | Système de protection et de prévention lié aux violences basées sur le genre La résilience des survivantes est renforcée en créant un environnement protecteur | 6.1. Recensement/répertoires des centres de proximité d'accueil, d'assistance, de soins divers, d'hébergement - publics, religieux, privés ou autres - dans une zone déterminée et renforcement des installations ainsi que des capacités de leur personnel. 6.2. Mise en place d'un système régi par des protocoles standardisés pour les soins multisectoriels (médical, psychosocial, juridique, formation professionnelle) et la réhabilitation et réinsertion social et économique des victimes de toute forme de violence. |
| 7. Assurer la protection et la prévention en matière de violences basées sur le genre. | Les menaces des violences sont diminuées et la vulnérabilité aux violences sexuelles et autres est réduite | 7.1. Mobilisation sociale CCC à l'intention des populations locales sur l'impact néfaste des violences contre les femmes, jeunes et petites filles ainsi que les garçons ; et les mesures disponibles pour lutter contre les violences inclus les SGBV. 7.2. Elaboration d'une réglementation d'ordre disciplinaire pour tout personnel public ou privé impliqué dans la prise en charge des personnes vulnérables/victimes des violences. |
| 8. Appuyer la réforme de la sécurité | Prise en compte de la dimension genre dans la réforme des différents secteurs de la sécurité | 8.1. Renforcement des capacités des personnes en uniforme (militaire et policier) en matière de protection de la femme et de la jeune fille contre toute violence y compris les violences sexuelles, économiques et religieuses. |

| | | | |
|---|------------|--|--------|
| Répertoire des points d'accueil et soins par commune, territoire, province, ville. | CT-MT | OSC ; synergies locales ; structures décentralisées (Chefs de division «genre» ; maison de la femme) ; Partenaires ; secteur privé | |
| Protocoles uniformisés pour les catégories : soins médicaux, psychosociaux, services juridiques, formation professionnelle, et réinsertion économique et social. Voir aussi Standards Minima régissant les centres d'hébergement pour personnes vulnérables y compris les règles de conduite pour le personnel administratif et soignant mentionnés ci-dessus. | MT-LT | Ministères sectoriels en collaboration avec le MFGE ; partenaires | |
| Nombre des focus groupes dans chaque province et thèmes de mobilisation. | CT, MT, LT | Centres médicaux, ministères pertinents a niveau national et provincial, synergies locales | |
| Nombre de personnes atteintes | | | |
| Nombre de mouvements et réseaux des jeunes formés | | | |
| Nombre de manuels, codes éthiques, et règles existants | | | |
| Nombre de personnes en uniforme formées pendant une période déterminée. | CT, MT-LT | Militaires pairs formateurs (MONUSCO, bailleurs des fonds ; universités militaires) | 12 Mio |

| | | | |
|--|-----------|---|--|
| Module spécialisé pour forces de sécurité complétant le module unique « genre » élaboré par le MGFE | CT-MT | Partenaires ; MONUSCO en collaboration avec le MGFE | |
| Locaux, équipement et maintien conformément aux standards minima régionaux et internationaux. | MT | Bailleurs des fonds, partenaires ; gouvernement | |
| Rapports sur les résultats d'évaluation et suivi établis régulièrement | CT,MT, LT | OSC ; ministères pertinents - corps des inspecteurs | |
| Nombre de femmes a tous les niveaux visiblement augmentés | MT | | |
| Une ligne verte unissant les différents systèmes et services est opérationnelle par province, ville, territoire, commune | CT-MT | Bailleurs des fonds, partenaires ; gouvernement décentralisé ; et communautés locales | |

Plan d'action national de mise en oeuvre de la Politique Nationale Genre

| | | |
|---|--|---|
| 9. Prendre en charge multisectorielle des violences basées sur le genre | Prise en charge multisectorielle des victimes des violences jusqu'à leur insertion dans la société assurée | 9.1. Peaufiner le système de référence pour donner une réponse multisectorielle de qualité et de moyen à long terme aux survivants des violences sexuelles et de tout autre forme de violence au niveau communautaire et local. |
| | Un cadre réglementaire couvrant le système de soins multisectoriels et d'hébergement ainsi que le personnel y impliqué | 9.2. Développement d'un protocole national d'assistance multisectorielle y compris des procédures standards de prise en charge sauvegardant la perspective genre et englobant cinq sous protocoles d'assistance : médical, psychosocial, juridique, éducation/formation professionnelle, et réintégration socio-économique. |
| | | 9.3. Renforcement des capacités des prestataires des services dans les différents volets d'intervention (médical, psychologique, juridique, éducation, formation professionnelle, et réinsertion socio-économique) en vue d'une professionnalisation en matière des violences basées sur le genre. |
| 10. Mettre en place un système de collecte de données et de gestion intégrée d'information sur la situation de genre. | Une base des données centrale alimentée par des bases des données provinciales fiables existent. | 10.1. Elaboration d'un répertoire des intervenants et des interventions par secteur dans la prévention et réponse aux violences basées sur le genre. 10.2. Gestion de l'information et publication régulière des données. 10.3. Identification et inventaire des mécanismes de collecte de données existants dans les cinq volets et des études/analyses sur la situation de genre. |

| | | | |
|--|--------|---|--------|
| Un système des références de prise en charge des victimes/survivant(e)s a moyen et long terme couvrant tout le territoire national | CT, MT | Gouvernement national et provincial ; services sociaux, partenaires, secteur privé | 15 Mio |
| Nombre de réunions et nombre des acteurs contribuant à l'adoption d'un Protocole national unifié dans l'intérêt supérieur des survivants des violences | MT-LT | Ministères pertinents avec l'appui du MGFE, pour sauvegarder la perspective genre | |
| Nombre de personnes formées et opérationnelles sur le terrain | MT-LT | Partenaires, médecins, avocats, entreprises publiques et privées ; OSC spécialisées | |
| Existence d'une cartographie | CT | Partenaires ; OSC | 10 Mio |
| Existence d'une base des données | MT, LT | INS, bailleurs de fonds, partenaires ; ministères sectoriels nationaux et provinciaux | |
| Liste des outils de collecte et d'analyse. | MT-LT | | |

| | | |
|---|---|--|
| | | <p>10.4. Identification des besoins en information et définition des indicateurs pour la collecte de données.</p> <p>10.5. Renforcement des capacités des multiples acteurs y compris les structures décentralisées et les synergies locales dans le processus de collecte des données.</p> <p>10.6. Mise en place d'un mécanisme de collecte des données unifiées et harmonisé sur la situation de l'égalité en genre y compris les violences basées sur le genre (SGBV).</p> |
| 11. Mettre en œuvre le principe constitutionnel de la parité homme-femme | L'environnement électoral pour l'électorat féminin et les candidates féminines améliorées | <p>11.1. Présentation des projets des deux lois au Conseil des Ministres et au parlement</p> <p>11.2. Organisation systématique des plaidoyers auprès de la présidence, de la primature et des commissions pertinentes de l'Assemblée et du Sénat pour l'adoption des deux lois.</p> <p>11.3. Lobbying auprès de la Commission Nationale Electorale Indépendante (CENI) sur la prise en compte des besoins sexo spécifiques des femmes et auprès des partis politiques pour établir des quotas d'un minimum de 30 pour cent pour l'inclusion des femmes dans les listes électorales.</p> |
| 12. Contribuer à l'amélioration de la participation des femmes congolaises à la vie publique. | Participation accrue des femmes dans la vie publique (masse critique de 30 pour cent) | 12.1. Sensibilisation des femmes à l'égard de leur droit de participer dans les affaires publiques, de voter et d'être élues à tous les niveaux et dans toutes les institutions – soit publiques ou privées, à tous les niveaux et dans tous les domaines y compris la famille et la communauté. |

| | | | |
|--|------------|---|----------------------------|
| Inventaire et liste des indicateurs. | MT | | |
| Nombre de personnes formées. | CT, MT, LT | ibid | |
| Existence d'un mécanisme unifié des bases des données dans toutes les provinces (études préalables, élaboration du système, formation du personnel, action). | CT, MT, LT | | |
| Processus d'adoption des lois accéléré. | CT | | 20 Mio (objectifs 9-13) |
| Nombre de démarches effectuées. | CT | MGFE ; OSC | |
| Listes électorales | CT-MT | OSC, partenaires ; bailleurs des fonds | |
| Nombre de manifestations des femmes dans les instances publiques | | | |
| Nombre de visites effectuées à domicile, au lieu de travail, dans les champs, aux marches dans un secteur géographique délimité. | CT-MT | Organisations locales, maisons de la femme, synergies locales ; OSC féminines ; partis politiques | |

| | | |
|--|---|---|
| 13. Contribuer au changement des comportements des responsables des institutions publiques et privées en faveur de la participation des femmes à la vie publique, dans un rôle décisionnel et d'égalité. | Environnement favorable à l'accueil/la promotion des femmes dans les rangs des cadres supérieurs et du leadership | Mobilisation des hommes et des femmes, des associations de la société civile, des groupes d'hommes « genres », des médias, et autres groupes des professionnels ⁸ . |
| 14. Contribuer à consolider les différents secteurs de la société civile dans leurs actions visant une participation effective des femmes à la gouvernance. | Plates-formes de concertation efficaces | Consolidation des activités des réseaux ONG féminines entre elles et avec les ONG genres de la société civile autour d'un objectif commun, pour maximiser leurs ressources humaines et financières et pour exercer une pression accrue sur les institutions gouvernementales, judiciaires et autres. |
| 15. Contribuer à la visibilité de la participation politique/publique des femmes à la gouvernance. | Visibilité de la participation des femmes à la gouvernance améliorée | 15.1. Sensibilisation et plaider a l'égard des différents secteurs des médias et professionnel de l'information et communicateur traditionnels pour permettre une couverture positive des femmes sur la scène publique et politique. 15.2. Formation technique au médias en matière genre. (Voir aussi le rôle des médias dans les axes. |

8. Cette mobilisation se fait pour accélérer un changement de comportement des responsables envers une plus grande ouverture à la participation des femmes dans la vie publique.

| | | | |
|--|------------|--|--|
| Nombre d'associations mobilisées | CT, MT-LT | Partenaires, bailleurs de fonds ; ministères pertinents CENI | |
| Nombre de vérifications ponctuelles des résultats suite à la mobilisation des différents groupes | | | |
| Nombre de plates-formes de concertation ad hoc | CT-MT | Partenaires, MGFE ; ministères sectoriels | |
| Nombre de contacts et ateliers conjoints entre OSC, ministères pertinents et professionnels de l'information | CT, MT, LT | Bailleurs de fonds | |
| Nombre de formations organisées | CT-MT | | |

Amélioration de l'impact des interventions en faveur de l'équité et de l'égalité à tout AXE IV :

IV : l'égal accès des femmes et des hommes aux positions décisionnelles

| Objectifs | Résultats | Actions |
|--|---|--|
| 1. Renforcement des capacités d'intervention des institutions de mise en œuvre de la PNG | La Politique Nationale Genre et son Plan d'Action Nationale de mise en œuvre sont la feuille de route en genre pour tous les acteurs en RDC | <p>1.1. Renforcement des liens entre le Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant et les entités décentralisées en matière genre ; les ministères techniques sectoriels ; les universités et centres de recherche, la société civile, et le secteur privé pour accroître leur impact sur le genre d'une manière efficace et durable. (TDR, protocole, etc)</p> <p>1.2. Renforcement du leadership en genre au niveau de la Présidence, du Parlement, de la Primature, du Gouvernement et principalement le MGFE ; des entités territoriales décentralisées, les organisations de la société civile et le secteur privé ; du pouvoir judiciaire, et des professionnels de la communication dans l'accomplissement de leurs charges respectives⁹.</p> <p>1.3. Harmonisation des mandats/cahiers de charges des institutions impliquées dans la mise en œuvre de la PNG.</p> <p>1.4. Intensification de la concertation entre eux dans le but de s'acquitter de leurs mandats respectifs d'une manière plus efficace.</p> |
| 2. Améliorer l'efficacité des mécanismes d'appui à la promotion du genre | Les mécanismes d'appui sont complémentaires et bien harmonisés « en droit et en fait » | <p>2.1. Elaboration par le Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant des check lists «genre» et d'un module unique « genre » comme guide simple destinés à tout fonctionnaire, OSC, media et autre.</p> |

9. Les mesures comprennent : communication pour le changement des comportements ; adoption des lois/règlements à l'égard de la promotion du genre ; application rigoureuse des lois internes et des conventions internationales ; et mobilisation des ressources.

| Indicateurs | Période | Responsable | Budget US\$ |
|--|---------|--|-------------|
| Partage d'information mensuelle entre le Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant et les entités provinciales et les Ministères sectoriels. Réunions entre le niveau national et provincial tous les six mois. | CT-MT | MGFE : bailleurs de fond ; Chefs de division provinciaux genre et ministres provinciaux | |
| Nombre de protocoles signés ou TDR élaborés avec les universités, centres de recherche etc. | CT,MT | MGFE Bailleurs des fonds, partenaires | |
| Nombre de réunions de sensibilisation et vulgarisation des textes de la PNG et des outils de référence. | CT,MT | Ibid | |
| Nombre de TDR pour Points Focaux et Réseaux en genre élaborés et appliqués dans les institutions pertinentes | CT,MT | Groupe Thématique «Genre» en tant que cadre de concertation et appui au Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant | |
| Nombre de Points Focaux et des réseaux opérationnels | CT,MT | | |
| Groupe Thématique Genre opérationnel | CT | | |
| Réunions mensuelles du Groupe Thématique Genre avec un agenda précis | | | |
| Existence des check lists et d'un module unique de référence | CT-MT | MGFE en collaboration avec focus groupes divers, centres de recherche, partenaires, bailleurs de fond | 6 Mio |

| | | | | |
|--|---|---|---|--|
| qui sont censés d'intégrer le genre dans leurs programmes, projets et activités quotidiennes ¹⁰ . | 2.2. Testing des check lists et du module unique de référence dans des projets pilote; modification de ces outils si nécessaire et dissémination a tous les acteurs pour servir de guide. | 2.3. Organisation des états de lieux et affinement du cadre organisationnel et institutionnel du MGFE en conformité avec les quatre axes prioritaires de la PNG liés à une formation permanente du personnel. | 2.4. Organisation d'un état de lieux des structures d'appui du MGFE y compris les conseils nationaux et provinciaux de la femme, de l'enfant, et de la famille; les maisons de la femme; AVIFEM, FONAFEN, ainsi que une harmonisation de leurs activités pour assurer la complémentarité et un meilleur rendement de résultats. | 2.5. Organisation d'un état de lieux du système des points focaux, conseiller(ère)s en genre, et évaluation de son efficacité en impact genre, dans les ministères techniques, structures décentralisées, présidence, primature, pouvoir judiciaire, assemblée nationale et sénat, et le secteur privé et modification du système si nécessaire. |
|--|---|---|---|--|

10. Voir Objectif 2 de l'axe III pour une explication plus détaillée de la notion de « checklist »

| | | | |
|---|-------|---------------------------------|---|
| Nombre de projets pilote qui utilisent les outils. Existence des check lists finaux et du module unique final de référence. | CT-MT | Ibid | Rapports d'évaluation du système auprès des institutions concernées six mois après la mise en œuvre du système des points focaux dans chaque institution. |
| Nombre de séances de consultations et documents de travail produits a cet effet. | CT-MT | MGFE, bailleur des fonds | Résultats de l'évaluation des effets de la formation sur le tas tous les six mois. |
| Nombre de réunions de sensibilisation sur la PNG et sa mise en œuvre. | CT-MT | Bailleurs des fonds/MGFE ; ONG | Nombre de séances tenues et nombre des documents préparatoires et rapports élaborés. |
| | CT-MT | MGFE et bailleur des fonds, ONG | |

| | | |
|--|--|--|
| 3. Accroissement de la performance des organisations de la société civile (OSC) dans la mise en œuvre de la PNG et des actions contenues dans son plan d'action. | Les différents acteurs de la société civile, du secteur privé et de la communication/information; agissent dans le cadre des axes prioritaires de la PNG et des actions contenues dans son Plan d'Action | <p>3.1. Renforcement des capacités en genre des OSC impliquées dans la mise en œuvre de la PNG par l'application du module unique genre et les check lists de référence.</p> <p>3.2. Recherche permanente d'une concertation et harmonisation de leurs activités respectives.</p> <p>3.3. Renforcement de l'implication du secteur privé y compris des entreprises industrielles, minières et pétrolières, dans la promotion de la femme.</p> <p>3.4. Renforcement des capacités du secteur privé et création d'un partenariat entre ce secteur et les OSC dans la promotion de l'égalité et équité et protection du genre (exercice de la responsabilité sociale par le secteur privé).</p> |
| 4. Promotion de la participation effective des acteurs de la communication et de l'information à l'instauration d'un environnement d'équité et d'égalité en RDC. | Jouissance d'un environnement propice d'équité et d'égalité du genre en RDC | <p>4.1. Sensibilisation à l'importance de l'égalité de genre et renforcement des capacités en genre des acteurs de la communication et de l'information y compris ceux des radios communautaires, les relais de communications traditionnels, et les artistes.</p> <p>4.2. Collaboration entre les acteurs de l'information/de la communication et la société civile pour renforcer leurs actions réciproques en faveur d'un partage équilibré des pouvoirs décisionnels entre hommes et femmes.</p> <p>4.3. Assistance technique fournie par les acteurs de la communication aux campagnes de sensibilisation, de mobilisation sociale/CCC de la part des acteurs de la communication et du secteur privé.¹¹</p> |

11. Cette assistance peut prendre la forme des spot radio, TV, SMS, bandes dessinées, peintures populaires, affiches, pièces de théâtre, etc.

| | | | |
|---|------------|--|-------|
| Nombre de séances de sensibilisation et application des check lists et du module unique. | CT-MT | MGFE, ministres sectoriels et provinciaux, partenaires, OSC | 5 Mio |
| Nombre d'évaluation & suivi des résultats. | MT-LT | Chambre de commerce, associations des entreprises, bailleurs des fonds, OSC | |
| Nombre de réunions et des thèmes sujets de concertation. | MT,LT | | |
| Nombre et catégories des entreprises qui ont des projets de responsabilité sociale qui promeuvent activement l'amélioration de la position des femmes dans leurs entreprises et ailleurs. | CT, MT, LT | | |
| Nombre de séances des sensibilisations et de la documentation fournie. | | | |
| Nombre de séances conjointes et protocoles signés. | | | |
| Nombre des acteurs sensibilisés. | CT, MT | Partenaires, bailleurs des fonds, MGFE ; association des journalistes, réseaux des ONG | 9 Mio |
| Nombre de séances de formations ciblées pour chaque groupe des acteurs. | | | |
| Nombre d'ateliers conjoints ; Actions communes ; Campagnes d'information et sensibilisation conjointes. | CT, MT | Bailleurs des fonds, partenaires | |
| Nombre de media et des artistes impliqués dans les campagnes de sensibilisation et mobilisation sociale. | MT | Stations des Radios, TV, journaux, compagnies de téléphones portables ; artistes peintres et musiciens | |

| | | |
|--|--|--|
| 5. Mettre en œuvre la PNG et son Plan d'Action et assurer sa mise œuvre efficace par un suivi régulier, et une évaluation systématique à tous les niveaux. | La PNG est mise en œuvre sur toute l'étendue de la RDC et la pérennisation de son impact appuyé. | <p>5.1. Intégration des objectifs et stratégies de la PNG dans la matrice du DSCR de deuxième génération.</p> <p>5.2. Evaluation par les groupes des pairs et les bénéficiaires ainsi que une évaluation et suivi par un consortium d'experts/chercheurs indépendants.</p> <p>5.3. Mobilisation des ressources dans le budget de l'état et des partenaires pour la mise en œuvre de la PNG ainsi que la durabilité de ses effets.</p> <p>5.4. Publication, traduction en langues nationales et dissémination de la Charte Nationale de Genre comportant la Politique Nationale Genre et son Plan d'Action.</p> |
|--|--|--|

| | | | |
|---|--------|--|-------|
| Données collectées selon les priorités de la PNG et sa mise en œuvre. | CT-MT | | 5 Mio |
| Rapports d'évaluation de l'auto-nomination économique. | MT | Ministères sectoriels, MGFE ; ministères provinciaux ; OSC, partenaires, bailleurs des fonds et autres acteurs dans la mise en œuvre de la PNG | |
| Données statistiques disponibles. | | | |
| Nombre de Tables Rondes organisées avec les bailleurs de fond et du Gouvernement. Pourcentage des fonds utilisés par les bailleurs de fonds et le gouvernement pour la mise en œuvre de la PNG. | CT, MT | | |
| Nombre d'exemplaires dans chaque langue nationale et en français dans chaque province et au niveau national. | CT | MGFE, bailleur des fonds et ONG | |
| Nombre et catégories des autorités et institutions qui ont reçu des exemplaires de la Charte Nationale de Genre | | | |

LISTE D'ABREVIATIONS

| | |
|---------|--|
| CCC | : Communication pour un Changement des Comportements |
| ONG | : Organisation Non-Gouvernementale |
| CT | : Court terme (1 an) |
| MT | : Moyen Terme (3 ans) |
| LT | : Long Terme (10 ans) |
| OSC | : Organisations de la Société Civile |
| SADC | : Southern African Development Community (Communauté de développement de l'Afrique Australe) |
| PF | : Planning Familial |
| OHADA | : Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires |
| BIT | : Bureau International de Travail |
| CEDEF | : Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes |
| CDE | : Convention sur les droits de l'enfant |
| SGBV | : Violences sexuelles et basées sur le genre |
| ONU | : Organisation des Nations Unies |
| FARDC | : Forces Armées de la République Démocratique du Congo |
| TDR | : Termes de Référence |
| PNG | : Politique Nationale Genre |
| AVIFEM | : Agence Nationale de Lutte contre les Violences faites à la Femme et à la Jeune et Petite Fille |
| FONAFEN | : Fonds National pour la Promotion de la Femme et la Protection de l'Enfant |
| CAFCO | : Cadre permanent de Concertation des Femmes Congolaises |